

Journal de Libye

N° 8 du 20.03 au 04.04.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Opération Active Endeavour -

Editorial

Tiré à part :

Le Conseil de l'UE prêt à une opération militaire déguisée en opération humanitaire.

Il n'y a pas à s'illusionner.

Paroles & action du président Obama

William BLUM : Barack « je tuerais pour un prix nobel de la paix » Obama.

1 Lutte pour la libération du territoire

Analyse

On attend toujours les preuves des prétendus 6000 morts

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Julie Lévesque : Libye : Les médias et la propagande en faveur de la rébellion.

3 Dossier

3-1 AQMI, le bras armé du CNT ?

3-2 François Bonnet : La guerre est déjà hors contrôle.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Mireille Fanon Mendes France : Enfin, la porte est grande ouverte...

Editorial

Le 17 mars, le 'Conseil de sécurité' de l'Onu a adopté une résolution autorisant le recours à la force pour 'protéger la population libyenne des troupes du colonel Kadhafi.'

Une opération militaire a été lancée le 19 mars dernier par la coalition formée par la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Les avions de la coalition ont effectué plus de 300 sorties en cinq jours, selon le Pentagone.

Plus de 160 missiles Tomahawk ont été tirées contre les troupes pro-Kadhafi.

247-03

Tiré à part :

Le Conseil de l'UE prêt à une opération militaire déguisée en opération humanitaire.

Comment camoufler une opération militaire en opération humanitaire. Où comment livrer des armes et des instructeurs en faisant semblant de livrer des aliments ou des médicaments.

Libye : le Conseil de l'UE prêt à une opération militaire
01/04/2011

Le Conseil de l'UE a annoncé vendredi avoir approuvé un plan prévoyant le lancement d'une opération militaire appelée à faciliter l'octroi d'une aide humanitaire à la population libyenne (opération EUFOR Libya).

"L'UE entamera une opération militaire dans le cadre de la Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD), si le Bureau des Nations unies pour les Affaires humanitaires lui adresse une demande appropriée, en vue de faciliter l'octroi de l'assistance humanitaire dans la région", lit-on dans un communiqué mis en ligne sur le site du conseil.

EUFOR Libye garantira notamment la sécurité des personnes déplacées et soutiendra les agences humanitaires qui opèrent dans la région. L'opération est appelée à assurer le respect des résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU portant sur la protection des civils et l'aide humanitaire en Libye.

L'opération EUFOR Libye sera commandée par le contre-amiral italien Claudio Guadosi.

L'état-major de l'opération sera basé à Rome. Survenu le 17 février, le soulèvement populaire pour le départ de Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 42 ans, a dégénéré en guerre civile faisant des milliers de victimes. Plus de 330 000 réfugiés ont quitté le pays.

Le 17 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution prévoyant la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye et autorisant le recours à la force pour protéger la population libyenne des troupes du colonel Kadhafi. La Russie s'est abstenue lors du scrutin. L'opération internationale a débuté le 19 mars, en associant les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, le Canada, l'Italie, l'Espagne, le Danemark et d'autres pays. Le 27 mars, le Conseil de l'OTAN a pris le commandement de l'opération militaire en Libye.

RIA Novosti

<http://mai68.org/spip/spip.php?article2542>

<http://fr.rian.ru/world/20110401/18...>

Il n'y a pas à s'illusionner.

L'attaque contre la Libye n'est pas un acte de défense des pauvres civils maltraités par Kadhafi, mais a pour objectif le contrôle des ressources minérales (par exemple le phosphate) et du pétrole, dont les réserves sont non seulement parmi les plus importantes en Afrique mais aussi parmi les meilleures du monde (très peu de soufre). La recette a déjà été appliquée en Serbie. Des pauvres civils en fuite, des télévisions atlantistes qui retransmettent sur les ondes des images de femmes et d'enfants qui pleurent vues seulement d'une partie du front, pendant que l'autre n'a ni femmes ni enfants morts ni déplacés. Après de telles informations, une intervention humanitaire pour tuer ceux qui ne nous plaisent pas et pour corrompre et occuper ceux qui nous plaisent s'impose. Un chef d'Etat comme Kadhafi est devenu seulement maintenant un dictateur, parce qu'hier, on ne savait pas qu'il en fut. A part le fait qu'avant de parler de Kadhafi, il faut définir le terme « dictateur » au vu de la société dont on parle. Notre perception de la vie, en tant qu'Européens, n'est pas la même qu'un Africain. Et ce n'est pas à nous, Européens, de savoir qui a raison mais de laisser chacun respirer l'air qu'il veut dans sa propre maison. Les images et les informations propagées sur nos ondes ne sont pas celles qui sont retransmises dans d'autres parties du monde. Par exemples, ces civils que le président des Etats-Unis, Barack Obama, a défini comme étant « la population libyenne qui devait être protégée », sont des civils qui utilisent des armes automatiques, de l'artillerie légère antiaérienne... armés à partir de l'étranger et aidés par des instructeurs provenant des pays atlantiques, actuellement essentiellement britanniques. La Libye connaît une situation de guerre civile fomentée par l'étranger, guerre dans laquelle l'Occident monte les tribus libyennes les unes contre les autres. La défense de la démocratie n'est donc qu'un prétexte derrière lequel se cache la nécessité d'occuper militairement le pays.

En vérité, la vérité est bien différente de celle représentée par ceux qui répandent la mort en Libye. Les uniques producteurs arabes de pétrole encore hors du contrôle atlantiste sont la Libye, la Syrie (l'un des prochains objectifs des Etats-Unis ou de l'OTAN – c'est du pareil au même) et l'Iran, dont l'agression répond à un souhait à peine dissimulé du monde sioniste. On pourrait se demander pourquoi la Ligue arabe a dans un premier temps pris la défense des attaquants ? On peut se rendre facilement compte que dans cette Ligue se trouvent les plus grands producteurs arabes de pétrole, lesquels ont profité de la crise libyenne pour augmenter les prix de l'or noir tout en s'appropriant déjà une partie de la participation libyenne à la production. Ces pays donnent ainsi un coup de main à ceux qui créent l'environnement dans lequel ils seront pillés, un jour ou l'autre, à leur tour. La définition de la guerre qu'en fait que le grand écrivain Ernest Hemingway est donc toujours d'actualité : « la guerre est provoquée et faite par les porcs qui en retirent quelque profit ». Mais quand la Ligue arabe s'est rendu compte qu'on allait dépasser le stade des sanctions et tuer d'autres frères musulmans pour des motifs autres que chasser du pouvoir Kadhafi, elle s'est opposée aux raids américains, anglais et français. Les mass media atlantistes se sont dans le même temps mis promptement au service du « Grand Frère » et, au lieu de divulguer des informations avérées, créent des images télévisées aux antipodes de la réalité, se rendant complices d'un crime de guerre parce qu'ils incitent à la haine contre le peuple libyen. Ainsi, la chaîne Al Jazira (sous contrôle américain) relatait depuis des jours l'existence de combats à Tripoli, alors que le reporter militaire serbe de réputation mondiale, Miroslav Lazanski, présent sur les lieux depuis le début, témoigne : « je me suis promené ce matin à travers les rues de la ville, et il n'y avait aucun combat. Tripoli est une ville tranquille ; vendredi est ici le jour de repos hebdomadaire (le 18 mars – NDLR), et seul le marché aux poissons près du port

est agité par les cris des vendeurs et des clients. Les fontaines sont en état de marche, et les policiers sont tranquillement installés dans leur voiture aux carrefours. On n'entend pas même un coup de feu ».

Les media pro-atlantistes font au contraire état de désordres. Et il faut désormais s'attendre à un missile de la « coalition » frappant ce marché pour détruire cette image idyllique, avec à la clé un nombre toujours trop important d'innocentes victimes civiles coupables de n'avoir pas accepté la politique d'agression et d'occupation de leur pays. Rien que du déjà vu, en somme. Les Libyens affirment qu'il y a à Benghazi soixante-dix instructeurs militaires britanniques dont la mission est d'aider les rebelles. La télévision libyenne a montré les caisses de munitions destinées aux rebelles en provenance du Qatar ; des entretiens téléphoniques entre les ambassadeurs, américain et britannique, et les chefs de l'opposition à Benghazi ont été radiodiffusés. Les deux ambassadeurs se demandaient dans quelle mesure ils pouvaient les aider. Les objectifs en Libye seront avant tout des postes de commandement libyen près de Tripoli, les radars, les aéroports militaires d'al-Adam et Tripoli, les écoles militaires près de Benghazi et Misurata, et les bases marines de Tripoli, d'al-Khums, de Derna, etc. Et si Kadhafi continue de résister, nous assisterons aux traditionnels « dégâts collatéraux », c'est-à-dire que l'OTAN frappera des objectifs civils, des infrastructures civiles et les civils eux-mêmes, arguant de regrettables erreurs, même si ces « erreurs » avaient été faites à dessein pour éprouver la résistance du peuple et écorner les soutiens qu'a encore indubitablement Kadhafi auprès de lui. N'oublions pas que les citoyens libyens avaient une espérance de vie plus haute que les autres nations arabes environnantes, qu'elles ne payaient pas d'impôts, ni la lumière, ni le gaz, ni l'électricité, qu'un million et demi de travailleurs étrangers étaient venus en Libye pour y trouver du travail qu'ils n'ont maintenant plus. L'essence coûtait jusqu'à aujourd'hui un euro... les 18 litres. Alors, la démocratie, c'est ce type de vie sociale ou bien celle que nous offrent les agresseurs, une démocratie que nous ne connaissons que trop en Europe.

Les Libyens savent qu'ils devront payer après l'occupation otanienne car le pétrole et le gaz ne seront plus leur propriété. Et comment ces agresseurs pensent-ils exporter leur démocratie dans un pays où n'existe aucun parti mais où les chefs de tribu ont un rôle traditionnel ? Et puis, qui a le droit d'imposer à l'autre son propre mode de vie ? Ce sont ces imbéciles qui n'ont jamais lu le Coran ou pis, qui ne le respectent pas ou ne respectent pas la religion musulmane ? Les occidentaux doivent se mettre une bonne fois pour toute en tête que ce qui rend heureux un Parisien fait souvent vomir un Libyen, un Serbe ou un bouddhiste. Le hamburger n'est pas le plat de tout le monde.

La Libye a peu d'arguments militaires face à l'OTAN. Des missiles russes de grande portée SA-2, SA-5, puis SA-3, Sa-6 Sa-7, SA-8, SA-9, SA-13 et des missiles français « Crotale ». Des canons antiaériens. En clair, un arsenal militaire sous-dimensionné face à des armées technologiquement bien supérieures. Nous ne savons rien du moral véritable de l'armée libyenne. Mais si cette armée est vraiment décidée à défendre son pays, il faudra s'attendre à des mois de bombardements, du sang versé et une augmentation du prix du pétrole. En clair, une nouvelle crise économique. Ce qui veut dire que les Etats-Unis vont faire porter le poids de cette crise que les épaules des citoyens d'Europe et d'autres continents.

<http://www.resistance-politique.fr>

Paroles & action du président Obama

William BLUM : Barack « je tuerais pour un prix nobel de la paix » Obama.

Il y a des mots qu'ils ont du mal à prononcer : « *guerre civile* ».

La Libye connaît une guerre civile. Les Etats-Unis et l'Union Européenne et l'OTAN – la Sainte Trinité – sont en train d'intervenir, de manière sanglante, dans une guerre civile. Pour renverser Kadhafi.

La première Sainte Trinité a parlé d'imposer une zone « d'exclusion aérienne ». Après avoir obtenu le soutien des institutions internationales sur ce point précis, ils ont immédiatement déclenché une guerre au quotidien contre les forces armées libyennes et tous ceux qui se trouveraient à proximité. Dans le monde du commerce, on appelle ça « faire mordre le client à l'hameçon ».

Quel est le crime de Kadhafi ?

Celui de n'avoir jamais montré suffisamment de respect pour la Sainte Trinité, qui n'a de comptes à rendre qu'aux Nations Unis surtout lorsqu'elle en a besoin pour ses basses besognes et tout en comptant sur Chine et la Russie d'être aussi lâches et hypocrites qu'Obama. Celui que la Sainte Trinité mettra à la place de Kadhafi se montrera plus respectueux.

Alors qui sont les Bons ?

Les rebelles libyens, nous dit-on. Ceux qui assassinaient et violaient les noirs africains sur la foi qu'ils étaient tous des mercenaires de Kadhafi. Peut-être que quelques uns de leurs victimes étaient bel et bien des membres des milices gouvernementales, ou peut-être pas. Au cours des années 90, au nom de l'unité pan-africaine, Kadhafi a ouvert les frontières à des dizaines de milliers d'africains du sub-sahara pour venir vivre et travailler en Libye. Ceci, avec sa vision initiale du Pan-Arabisme, ne lui a pas fait gagner des points auprès de la Sainte Trinité. Les patrons ont le même problème lorsque leurs employés prétendent créer des syndicats. Sans oublier que Kadhafi est fermement antisioniste.

Quelque connaît le genre de gouvernement que les rebelles vont mettre en place ? La Trinité n'en a aucune idée. Dans quelle mesure le nouveau gouvernement sera sous influence islamique, par opposition au gouvernement laïque actuel ?

Quelles forces djihadistes seront lâchées dans la nature ? (Et ces forces existent dans l'est de la Libye, où les rebelles sont concentrés). Se débarrasseront-ils d'une bonne partie de l'Etat-providence que Kadhafi a financé avec l'argent du pétrole ? Est-ce que l'économie contrôlée par l'état sera privatisée ? Qui deviendra le propriétaire du pétrole libyen ? Est-ce que le

nouveau régime continuera d'investir les revenus du pétrole dans des projets de développement sub-sahariens ? Autorisera-t-il une base militaire US et des exercices de l'OTAN sur son territoire ? Apprendrons-nous d'ici peu que la « *rebellion* » a été instiguée et armée par les services de renseignement de la Sainte Trinité ?

Dans les années 90, Slobodan Milosevic de la Yougoslavie étaient coupable de « crimes » similaires à Kadhafi. Son pays était souvent qualifié de « *dernier bastion communiste en Europe* ». La Sainte Trinité l'ont bombardé, arrêté, et l'ont laissé mourir en prison. Notons que le gouvernement Libyen s'appelle la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste. La politique étrangère des Etats-Unis n'est jamais réellement sortie de la guerre froide.

Il faut examiner de près la « *zone d'exclusion aérienne* » mise en place en Irak par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (mesure prétendument autorisée par les Nations Unies) au début des années 90 et qui a duré plus de dix ans. C'était en réalité un permis de bombarder régulièrement le pays et de tuer des Irakiens, pour affaiblir le pays en vue d'un changement de régime. Qui dans tout l'univers peut résister à la Sainte Trinité ? A-t-on jamais vu dans toute l'histoire tant de puissance de frappe et tant d'arrogance ?

Et au fait, pour la 10ème fois, Kadhafi n'est pas l'auteur de l'attentat contre le vol 103 de la PanAm en 1988 (1).

Merci d'en informer vos auteurs progressistes préférés.

Barack « *je tuerais pour un prix nobel de la paix* » Obama

Est-ce que quelqu'un a fait le compte ?

Moi, si. Avec la Libye, ça fait 6.

Six pays contre qui Barack H. Obama a mené une guerre au cours de ses 26 premiers mois de mandat. (Et si quelqu'un me dit que larguer des bombes sur une zone habitée n'est pas un acte de guerre, je lui rappellerais le bombardement japonais de Pearl Harbor).

Le premier président noir des Etats-Unis envahit l'Afrique.

Y'a-t-il encore quelqu'un pour croire que Barack Obama représenterait une sorte d'amélioration par rapport à George W. Bush ?

Il y en a probablement qui le pensent encore : 1- Ceux pour qui la couleur de la peau a une grande importance, et 2 – Ceux qui sont très impressionnés par la capacité de construire des phrases grammaticalement correctes.

Ca ne peut pas être pour une question d'intellect ou d'intelligence. Obama a dit beaucoup de choses qui, prononcées par Bush, auraient provoqué des tollés, des sarcasmes et des rires dans les grands médias. Comme ce que le Président a répété à de nombreuses reprises lorsqu'on lui demandait de mettre Bush et Cheney en accusation pour crimes de guerre, « *je préfère regarder vers l'avenir, pas vers le passé* ». Imaginez un accusé devant un juge qui se défendrait avec de tels arguments. Une telle phrase rend tout simplement caduc toute notion de loi, d'application de la loi, de crime, de justice ou de faits.

Il y a aussi l'excuse avancée par Obama pour ne pas poursuivre les coupables de torture : parce qu'ils ne faisaient qu'obéir aux ordres. Est-ce que cet homme « éduqué » a déjà entendu parler du Tribunal de Nuremberg, où une telle excuse fut sommairement rejetée ? Et à tout jamais, avait dit le tribunal.

A peine 18 jours avant la marée noire dans le Golfe du Mexique, Obama a dit « *Au fait, il se trouve que les plateformes pétrolières ne provoquent pas de marées noires. Ils sont technologiquement très avancés.* » (Washington Post, 27 mai 2010). Imaginez si George W. avait dit la même chose, et les réactions qui auraient suivi.

« *Toutes les forces que nous voyons en œuvre en Egypte sont des forces qui devraient naturellement s'aligner sur nous, et sur Israël,* » a dit Obama le 2 mars (2). Imaginez si Bush avait fait une telle déclaration – que les manifestants arabes en Egypte contre un homme qui recevait des milliards de dollars d'aide des Etats-Unis dont des moyens de répression et de torture, devraient « naturellement » s'aligner avec les Etats-Unis et – que Dieu nous en préserve – Israël.

Une semaine plus tard, le 10 mars, le porte-parole du Département d'Etat P.J. Crowley a déclaré devant un forum à Cambridge, Massachusetts, que le traitement infligé par le Ministère de la Défense au héros de Wikileaks, Bradley Manning, dans une prison de la Marine était « *ridicule, contreproductive et stupide.* » Le lendemain, notre président « intello » fut interrogé sur la déclaration de Crowley. Le Grand Espoir Noir a répondu : « *J'ai demandé au Pentagone si les procédures prises pour son emprisonnement étaient appropriées et correspondent à notre éthique. Ils m'ont assuré que oui.* »

Tout à fait George. Je veux dire Barack. Bush aurait du demander à David Rumsfeld si quelqu'un entre les mains des Etats-Unis était torturé quelque part dans le monde. Il aurait pu ensuite tenir une conférence de presse comme Obama pour annoncer la bonne nouvelle - « *Pas de torture en Amérique !* ». On en rigolerait encore.

Obama a conclu sa remarque par « *Je ne peux pas entrer dans les détails concernant leurs préoccupations, mais cela a quelque chose à voir aussi avec la propre sécurité du soldat Manning.* » (3)

Mais oui, bien sûr, Manning est torturé pour son propre bien. Est-ce que quelqu'un peut me rappeler si le bon vieux George s'est abaissé à de telles absurdités pour justifier l'enfer carcéral de Guantanamo ?

Barack Obama n'est-il pas gêné par l'atteinte aux droits de l'homme de Bradley Manning, de la lente dégradation de la santé mentale du jeune homme ?

La réponse à cette question est Non. Le Président n'est pas gêné par ce genre de choses.

Comment je le sais ? Parce que Barack Obama n'est gêné par rien tant qu'il a la possibilité d'exulter dans son rôle de Président des Etats-Unis, de manger ses hamburgers et de jouer au basket. Permettez-moi de rappeler ce que j'ai écrit en mai 2009 : « Je crains de plus en plus que le problème est que cet homme ne croit vraiment en rien, et certainement pas lorsque le sujet est controversé. Il a appris il y a longtemps à prendre position pour éviter le controverse, comment exprimer une opinion sans prendre clairement parti, à parler avec éloquence pour ne rien dire, comment communiquer à l'auditoire une ensemble de clichés émouvants, de platitudes et de slogans. Et ça a marché. Et même bien ! Que pourrait-il bien arriver, maintenant qu'il est président des Etats-Unis, qui le ferait changer ? »

Rappelez-vous que dans son propre livre « *The Audacity of Hope* », Obama a écrit : « *J'ai présenté un écran blanc sur lequel des gens d'horizons politiques divers ont projeté leurs propres aspirations.* »

Obama est un produit de marketing. Il est l'exemple même du produit « *Vu à la télé* ».

L'écrivain Sam Smith a récemment écrit qu'Obama est le président Démocrate le plus conservateur que nous ayons jamais eu. « *Dans l'ancien temps, on aurait trouvé un nom pour lui : Républicain.* »

En fait, si John McCain avait remporté l'élection de 2008, et avait fait exactement la même chose qu'Obama, les progressistes seraient fous de rage.

Je crois qu'Obama est une des pires choses qui soit jamais arrivée à la gauche américaine. Les millions de jeunes qui l'ont soutenu avec enthousiasme vont mettre beaucoup de temps à s'en remettre avant de sacrifier à nouveau leur idéalisme et leur passion sur l'autel du militantisme.

Si vous n'aimez pas la tournure qu'ont pris les choses, la prochaine fois renseignez-vous sur ce que votre candidat veut dire exactement par « *changement* ».

[...]

Les méchants

J'ai écrit à de nombreuses reprises sur les EOD de l'Amérique – EOD Ennemis Officiellement Déclarés : Mahmoud Ahmadinejad, Hugo Chávez, Fidel Castro, Daniel Ortega, Hasan Nasrallah, Moammar Gaddafi et d'autres. A partir du moment que le gouvernement des Etats-Unis fait clairement savoir qu'un dirigeant étranger particulier ne fait pas partie des Gentils, qu'il croit que les Etats-Unis ne sont pas un cadeau de Dieu à l'humanité, et qu'il n'est pas disposé à laisser son pays devenir un état servile, les grands médias embrayent systématiquement et font tout leur possible pour dénigrer le dirigeant en question chaque fois que l'occasion leur est offerte. (Si quelqu'un peut me citer une seule exception à cette règle, je serais curieux de la connaître.)

Juan Forero a longtemps été le correspondant en Amérique latine du Washington Post. Il l'est aussi pour la Radio Publique Nationale. Il m'arrivait d'envoyer des courriers au Washington Post au sujet de sa manière de déformer les faits chaque fois qu'il écrivait sur Hugo Chavez et où des erreurs par omission côtoyaient des erreurs sur commande. Aucun de mes courriers n'a jamais été publié, alors j'ai commencé à envoyer mes courriers directement à Forero. Il a répondu une fois qu'il était (en quelque sorte) d'accord avec moi sur un point que j'avais soulevé et il a laissé entendre qu'il tenterait d'éviter de telles erreurs à l'avenir. J'ai pu observer une petite amélioration qui n'a pas duré bien longtemps, puis les habitudes se sont réinstallées. Au cours des troubles en Libye, il a écrit : « *Chavez a dit que "c'était un gros mensonge" que les forces de Kadhafi aient attaqué les civils.* » (7)

Est-ce que Hugo Chavez prend tout le monde pour des imbéciles ? Nous avons tous vu et lu les attaques de Kadhafi contre les civils.

Mais il se trouve que si vous mettez la main sur la version originale en espagnol, vous n'avez pas tout à fait le même son de cloche. Selon l'agence de presse UPI, dans un communiqué en espagnol, Chavez a dit que les combats en Libye constituaient une guerre civile et que ceux qui étaient attaqués n'étaient donc pas de simples manifestants ou civils. Ils faisaient partie d'un des camps dans une guerre civile, ils étaient donc des combattants. (8)

Al Jazeera en Amérique

Les soulèvements en Afrique du nord et au Moyen orient ont sérieusement boosté l'audience d'Al Jazeera, la télévision basée à Doha, au Qatar. Il y a encore peu, les Américains s'en tenaient éloignés car la chaîne était trop souvent associée au Moyen orient et aux Musulmans, ce qui évidemment à son tour fait penser aux terroristes et au « terrorisme ». Tout Américain qui se respecte savait que cette station ne pouvait pas être aussi objective que CBS, CNN, NPR ou Fox News. La station avait quelques raisons pour être paranoïaque quant à ses bureaux aux Etats-Unis, le pays des 10 millions de cinglés (dont plus d'un occupe un poste de haut rang dans le gouvernement). Ses bureaux occupent 6 étages d'un immeuble dans le centre de la capitale, Washington, mais son nom n'apparaît nulle part.

A présent les grands médias citent la chaîne en anglais d'Al Jazeera et retransmettent ses images. De nombreux progressistes, y compris moi, ont pris pour habitude de préférer cette chaîne aux médias US. En général, les informations sont plus consistantes, les invités plutôt progressistes, et il n'y a pas de publicité. Cependant, plus je la regarde, et plus je me rends compte que ses présentateurs et correspondants ne sont pas nécessairement aussi progressistes que ça.

Un exemple parmi de nombreux que je pourrais citer : le 12 mars, le correspondant d'Al Jazeera, Roger Wilkinson, faisait un reportage sur le procès à Cuba d'Alan Gross, un Américain arrêté après avoir distribué des équipements électroniques à des citoyens cubains. Gross était entré à Cuba avec un visa touristique mais se trouvait sur l'île en réalité pour le compte de Development Alternatives Inc. (DAI), un sous-traitant privé qui travaille pour l'Agence pour le Développement International (AID, acronyme anglais, souvent citée comme USAID - NdT), qui est une division du Département d'Etat des Etats-Unis. Gross agissait donc en tant qu'agent non déclaré au service d'une puissance étrangère. Wilkinson a raconté cette histoire très controversée avec tout l'innocence et les déformations dignes des grands médias US. Il a mentionné au passage que le gouvernement cubain tente de contrôler l'Internet. Que peut-on conclure d'autre, sinon que le gouvernement cubain veut cacher quelque chose à son peuple ? Tout comme les grands médias US, Wilkinson n'a pas donné d'exemple de site internet bloqué par le gouvernement cubain, peut-être pour la simple et bonne raison qu'il n'y en a pas. Et en quoi consisterait cette terrible réalité que les Cubains pourraient découvrir sur Internet ? Ironiquement, c'est le gouvernement des Etats-Unis et les multinationales US qui empêchent l'accès de l'île à Internet, pour des raisons politiques et en facturant leurs services à un prix prohibitif pour le Cuba. C'est la raison pour laquelle Cuba et le Venezuela sont en train d'installer leur propre câble sous-marin.

Wilkinson a parlé du programme d'aide d'USAID destiné à « *promouvoir la démocratie* », mais n'a pas précisé que dans le monde d'USAID et de ses sociétés privées sous-traitantes – dont celle pour laquelle travaillait Gross – ce terme désigne en fait « *un changement de régime* ». USAID a longtemps joué un rôle subversif dans le monde. Ecoutons John Gilligan, Directeur d'USAID sous l'administration Carter :

« A un moment donné, de nombreux bureaux locaux d'USAID étaient infiltrés de haut en bas par les gens de la CIA. L'idée était de placer des agents dans toutes les activités que nous avions à l'étranger, officielles, bénévoles, religieuses... toutes. » (9)

USAID n'est qu'une des nombreuses institutions utilisées par les Etats-Unis depuis plus de 50 ans pour miner la révolution cubaine. C'est pour cela que nous pouvons poser l'équation suivante : les Etats-Unis représentent pour le gouvernement cubain ce qu'Al Qaeda représente pour le gouvernement des Etats-Unis. Les lois cubaines qui concernent les activités comme celles d'USAID et DAI reflètent cette réalité historique. Ce n'est pas de la paranoïa, c'est de l'instinct de conservation. Et aborder un sujet comme celui d'Alan Gross sans prendre compte de cette équation constitue une grave entorse au journalisme et à l'analyse politique.

Il faut espérer que l'affaire Gross servira à calmer les ardeurs des Etats-Unis pour « *promouvoir la démocratie* » à Cuba. La politique de Washington – et donc celle de la Grande-Bretagne – envers Cuba a toujours été le résultat d'une volonté d'empêcher l'île de devenir un bon exemple d'alternative au capitalisme pour le Tiers monde. Mais les dirigeants occidentaux ne comprennent pas, ou ne veulent pas comprendre, ce qui peut bien motiver des gens comme les dirigeants cubains et leurs partisans. Voici ce que révèle un des câbles Wikileaks, daté du 25 mars 2009 : William Hague, à l'époque député conservateur et chargé des affaires étrangères pour son parti (dans l'opposition – NdT) faisant son rapport à l'ambassade US à Londres sur sa récente visite à Cuba. Hague « *a déclaré qu'il était quelque peu surpris que les dirigeants cubains ne paraissent pas s'orienter vers une ouverture du modèle économique à la chinoise, mais qu'ils étaient encore des "révolutionnaires romantiques"* » Lors de sa conversation avec le ministre des affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodriguez, « *la discussion a abordé la question de l'idéologie politique, et Hague a dit que les gens en Grande-Bretagne étaient plus intéressés par le shopping que par l'idéologie.* » (Mon Dieu, quel magnifique argument en faveur de l'Occident. Rule Britannia ! God Bless America !) Hague raconte ensuite que "Rodriguez *semblait mépriser cette notion et a répondu qu'on n'avait besoin du shopping que pour acheter de la nourriture ou quelques bons livres.*"

»

[...]

[William Blum](#)

Traduction « avec tout ça, les magasins sont fermés et le frigo est vide » pour le Grand Soir par VD avec probablement les fautes et coquilles habituelles.

1. killinghope.org/bblum6/panam.htm

2. March 4, 2011, Democratic Party function, Miami, FL, CQ Transcriptions

3. Los Angeles Times, March 11, 2011

4. For this and the previous two examples, see "Jim DeMint's Theory Of Relativity : 'The Bigger Government Gets, The Smaller God Gets'", Think Progress, March 15, 2011

5. Fox News Sunday, December 19, 2010

6. Washington Post, September 19, 2001

7. Washington Post, March 7, 2011

8. UPI Reporte LatAm, March 4, 2011

9. George Cotter, "Spies, strings and missionaries", The Christian Century (Chicago), March 25, 1981, p.321

[William Blum](#)

3 avril 2011

<http://killinghope.org/bblum6/aer92.html>

URL de cet article 13292

<http://www.legrandsoir.info/Barack-je-tuerais-pour-prix-nobel-de-la-paix-Obama.html>

Cette liste est gérée par des membres du Comité de Surveillance OTAN.

Les opinions éventuellement exprimées n'engagent que les auteurs des messages, et non le CSO.

1 Lutte pour la libération du territoire

Analyse

On attend toujours les preuves des prétendus 6000 morts

Bonjour à toutes et à tous,

On attend toujours les preuves des prétendus 6000 morts en Libye dont on nous a tant parlé il y a plusieurs semaines.

Cela ressemble à une propagande mensongère dans le plus pur style Timisoara !

Il n'y a pas eu de soulèvement *populaire* pour le départ de Mouammar Kadhafi, contrairement à ce qu'on nous dit. Les agents de l'impérialisme ont eu beau (comme en Syrie) manipuler pendant des semaines Facebook et Twitter, qui tous les deux appartiennent à la CIA, ils n'ont jamais réussi à provoquer un raz-de-marée humain de contestation comme en Tunisie ou en Égypte (où ce raz-de-marée était d'ailleurs spontané). Il n'y avait quasiment personne à ces faux rendez-vous de manifs en Syrie ou en Libye postés sur Facebook et Twitter par la CIA. On nous l'a avoué au tout début, en nous prétendant que s'il n'y avait personne, c'était parce que ces "régimes" étaient extrêmement "policiers" (contrairement à la Tunisie et à l'Égypte, peut-être ? Ils se foutent de nous !).

Donc, pour provoquer ou tenter de provoquer un changement dans ces pays (Libye et Syrie), ils ont dû procéder autrement.

C'est-à-dire en présentant comme "manifestations pacifiques" des attaques ultra-violentes de divers lieux stratégiques.

Attaques *militairement armées* pour forcer le "régime" ennemi à entrer dans un cycle violent de répression-mobilisation avec

morts à l'appui afin de pouvoir "démontrer" sa prétendue ignominie vis-à-vis de "manifestations" présentées comme étant soit-disant "pacifiques" alors qu'elles étaient ultra-violentes.

Cette technique est expliquée ici plus en détail :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article2532>

Il faut bien sûr savoir aussi comment l'impérialisme s'y prend pour envahir un pays en prétendant le sauver :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article2362>

Dans le *spectacle*, quand on fait la guerre à un pays, comme en ce moment à la Libye, il faut que cela apparaisse comme étant une opération humanitaire.

Et là, ils osent nous dire qu'ils vont utiliser l'armée pour faire de l'humanitaire sur le sol Libyen ? Ils se moquent de nous !

Voici un exemple d'opération militaire camouflée en opération humanitaire :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article2364>

C'est ça qu'ils veulent rééditer en Libye, mais avec en plus des mercenaires, des agents spéciaux, des militaires, des instructeurs, etc. pour aider et *diriger* la prétendue "insurrection" soit-disant "libyenne".

Merci pour votre attention,

Meilleures salutations,

do

OTAN

L'Otan enquête sur une possible bavure après la mort de civils.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Neuf rebelles libyens et quatre civils ont été tués par un raid aérien de l'Otan vendredi soir dans la région de Brega (est), a affirmé samedi un proche des rebelles qui parle d'une "erreur" de son propre camp.

L'Alliance atlantique, qui a pris le commandement des opérations militaires en Libye jeudi, a immédiatement annoncé qu'elle "examinait" les informations sur cette possible bavure. Selon un responsable politique de la ville d'Ajdabiya chargé des relations avec les insurgés, un avion de la coalition a ouvert le feu à une quinzaine de km à l'est de la ville pétrolière de Brega sur un convoi de cinq ou six véhicules, dont une ambulance.

Le pilote a sans doute pensé avoir été visé par un rebelle qui a tiré en l'air à la mitrailleuse avec des balles traçantes, en signe de joie, a précisé le responsable, Issa Khamis.

Neuf opposants armés ont trouvé la mort dans cette frappe, ainsi que les quatre occupants de l'ambulance, le conducteur et trois étudiants en médecine de Benghazi (est), selon lui. "C'est une erreur du rebelle, les avions ont cru qu'on leur tirait dessus et ils ont tiré sur le convoi", a expliqué à l'AFP M. Khamis.

Moustapha Gheriani, un porte-parole du Conseil national de transition (CNT), organe représentatif des rebelles, s'est également montré très prudent, soulignant qu'il n'avait "pas de confirmation" que les 13 victimes aient été tuées par une frappe aérienne. "Des dommages collatéraux sont possibles", a-t-il souligné devant des journalistes à Benghazi. "Nous sommes prêts à les accepter. C'est une guerre. Nous regrettons qu'il puisse y avoir des morts".

Entre Brega et Ajdabiya

A Bruxelles, un responsable de l'Otan a expliqué à l'AFP que l'Alliance devait vérifier "s'il y avait des avions de l'Otan à cet endroit à ce moment-là". La frappe est survenue sur la route entre Brega et Ajdabiya, peu avant ou après une autre attaque aérienne contre un convoi de l'armée loyaliste qui a provoqué la mort de sept soldats de l'armée libyenne et détruit une dizaine de véhicules sur la même route, selon un journaliste de l'AFP.

La région de Brega est le théâtre depuis trois jours de violents combats entre les forces fidèles au colonel Kadhafi et les insurgés. Après avoir reculé vers l'est en début de semaine sous la pression des loyalistes, les rebelles ont semblé regagner du terrain depuis vendredi soir, avec l'aide de frappes de la coalition. Ils ont même affirmé samedi matin avoir repris le contrôle de la ville. Samedi en fin d'après-midi toutefois, les combats se poursuivaient autour de Brega, où il était impossible de savoir qui contrôlait quoi.

Les rebelles assuraient toujours tenir les installations pétrolières, tout en les visant au lance-roquettes multiples, selon un journaliste de l'AFP sur place. Mercredi et jeudi déjà, de violents combats avaient eu lieu autour de Brega. Huit membres de deux familles différentes ont péri dans le hameau d'Argoub, au sud de la ville, a indiqué le Dr Issam Abou Harba, urgentiste à l'hôpital d'Adjabiya, plus à l'est. Les circonstances de leur mort restent obscures. "Mais ce qui est sûr, c'est que les soldats de Kadhafi se cachent parmi les maisons pour échapper aux raids aériens", dit-il. "J'ai appelé hier un habitant de Brega: il m'a dit que des pick-up pleins de soldats avaient passé la nuit dans une ruelle contre sa maison".

A plusieurs centaines de kilomètres à l'ouest, un autre front continuait de faire rage: Misrata (à quelque 200 km à l'est de Tripoli), ville tenue par les rebelles et cible de tirs d'obus de chars et de roquettes. Ces tirs ont fait 28 morts en trois jours selon la rébellion. Vendredi, Tripoli a sèchement rejeté les conditions posées par le CNT, organe de direction de la rébellion, pour un cessez-le feu: liberté de parole pour les Libyens vivant dans l'ouest contrôlé par l'armée et surtout le retrait de celle-ci des villes sous son contrôle.

Le même jour, la coalition internationale a mené des raids sur des positions des forces loyalistes dans les régions d'El-Khoms (est) et d'El-Rojban (nord-ouest), selon la télévision d'Etat. Des responsables du Pentagone ont de leur côté confirmé à l'AFP que l'US Army commencerait à retirer ses avions de combat et ses missiles du théâtre des opérations à partir de ce week-end.

Les Etats-Unis veulent s'en tenir, comme prévu, à un rôle de soutien, l'Otan ayant pris jeudi la direction des opérations assumées depuis le 19 mars par la coalition menée par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni. Entretemps, trois des huit avions de combat JAS Gripen que la Suède dépêche pour participer aux opérations de l'Otan ont décollé samedi à destination de la Sardaigne. Comme les cinq Gripen et le C-130 Hercules suédois attendus dimanche, ces appareils ne participeront pas aux frappes au sol.

Accord des 'insurgés' avec le Qatar

Alors que le débat sur l'armement des rebelles divise la communauté internationale, les insurgés ont passé un accord avec le Qatar pour commercialiser le pétrole brut des zones qu'ils contrôlent. En échange, ils obtiendront nourriture, médicaments et carburant, a indiqué vendredi un responsable des insurgés à Benghazi, leur bastion dans l'Est. (afp)

reuters ; ap

02/04/11 17h12

[Lire aussi: Tripoli refuse un cessez-le-feu, l'Otan prend le relais](#)

[Lire aussi: "Une stratégie d'exil pour Kadhafi discutée à Londres"](#)

[Lire aussi: Les forces de Kadhafi font reculer les rebelles](#)

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/9478/Revolution-dans-les-pays-arabes/article/detail/1245019/2011/04/02/L-Otan-enquete-sur-une-possible-bavure-apres-la-mort-de-civils.dhtml>

Europe

1 Belgique

Le PS demande une stratégie de sortie et en appelle aux organisations régionales.

Ndlr : [La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.](#)

Une conférence de coordination politique réunissait, ce mardi 31 mars 2011 à Londres, plusieurs dizaines de représentants d'Etats et d'organisations internationales pour dégager les grandes lignes politiques relatives à l'intervention en Libye.

Ces représentants forment ce que l'on appelle désormais le «groupe de contact». Malgré son invitation, l'Union africaine n'était pas représentée. Face à ce constat, le PS s'inquiète de l'absence de cette organisation, dont l'appui était un élément fondamental de l'accord intervenu au Parlement concernant l'intervention belge en Libye.

Le PS demande une application stricte de la résolution 1973 de l'ONU, qui vise «un dialogue qui débouche sur les réformes politiques nécessaires à un règlement pacifique et durable» de la crise. Par la voie de cette résolution, l'ONU réaffirme également «son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale» de la Libye. La résolution autorise donc les Etats à intervenir pour protéger les populations et les zones civiles menacées, «tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit et sur n'importe quelle partie du territoire libyen».

Pour le PS, la meilleure manière de résoudre un conflit reste la voie diplomatique. Dans le cas de la Libye, l'usage de la force est une décision qui a été prise en dernier recours face à une situation de conflit interne.

C'est pourquoi le PS appelle, à nouveau, le «groupe de contact» à définir le plus rapidement possible une stratégie de sortie de crise.

Le PS insiste également pour que l'Union européenne mette rapidement en place une action à orientation humanitaire pour aider les populations civiles, qui restent la première priorité.

31/03/2011

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Julie Lévesque : Libye : Les médias et la propagande en faveur de la rébellion.

Depuis le début de la crise en Libye les médias ont de toute évidence un parti pris pour le camp des rebelles. On semble se fier davantage à ce que dit la rébellion et mettre en doute les affirmations du gouvernement libyen.

Vérifier la véracité de déclarations n'a rien de répréhensible, au contraire : cette vérification devrait être systématique. Y compris dans le cas des gouvernements occidentaux et des rebelles de tout acabit. Pourtant les médias ne font preuve de pratiquement aucun scepticisme quant aux prétentions des rebelles libyens et des gouvernements « bienveillants » qui se portent à leur défense.

La scène de l'Hôtel Rixos

L'exemple le plus frappant est celui de la scène de l'Hôtel Rixos à Tripoli. Le 26 mars dernier, Eman al-Obeidi s'est présentée à cet hôtel où logent les journalistes étrangers pour accuser des soldats du régime libyen de l'avoir violée et torturée.

Dit-elle la vérité? Peut-être. Toutefois, dans les premiers reportages cette question n'était pas soulevée par les journalistes.

Ces derniers ont pour la plupart vu dans cet incident une preuve de la cruauté du régime libyen.

Dans les exemples ci-dessous, le choix des mots donne une aura de crédibilité au témoignage de la femme inconnue tout en démontrant de la méfiance à l'égard des autorités libyennes.

Mais les journalistes n'avaient qu'un seul souci: quel sort sera réservé à la jeune femme?

Esquivant les questions sur ce « cas », il a affirmé qu'il n'avait pas d'assez éléments sur l'« incident », assurant que la femme allait être « traitée conformément à la loi ». ([Une jeune femme violée tente de témoigner devant les journalistes à Tripoli](#), AFP/Le Monde, 26 mars 2011.

Une femme a fait irruption samedi dans l'hôtel de Tripoli où logent les journalistes étrangers. Avant d'être expulsée sans ménagement, elle a pu raconter des bribes de sa terrible histoire [...] Dans l'hôtel, le terrible témoignage provoque une bousculade. Un employé de l'établissement menace Eman d'un couteau et lui lance: «Traîtresse!» Bientôt, les sbires du régime (sic) interviennent pour tenter de faire taire l'opposante. Eman est évacuée sans ménagements, tandis que les hommes de Kadhafi affirment que la jeune femme est une «malade mentale». (Adrien Gaboulaud, [Libye: Eman al-Obeidi, celle qui brise le silence](#), Paris Match, 29 mars 2011. C'est l'auteure qui souligne.)

Dimanche 27 mars, le gouvernement affirme avoir libéré la femme. Si les médias rendent compte de leur difficulté à enquêter sur le cas, ils estiment aussi que le témoignage est crédible. «CNN n'a pas pu vérifier de façon indépendante le témoignage d'Eman Al-Obeydi, mais ses blessures semblaient cohérentes avec ce qu'elle disait», explique la télévision états-unienne sur son site. Le New York Times renchérit: «Son expérience correspond aux rapports de longue date sur les abus des droits de l'homme en Libye sous le gouvernement Kadhafi.» (Jerome Delay, [Libye - Confusion autour d'un viol collectif](#), Le Monde, 28 mars 2011. C'est l'auteure qui souligne.)

Même Al-Jazira a choisi son camp. Dans [cette vidéo](#), la journaliste ne démontre aucun signe d'impartialité:

L'histoire retentissante de viol et d'abus d'Eman al-Obeidi aux mains des milices de Kadhafi a choqué les journalistes présents, mais la réaction des gardiens de sécurité du gouvernement libyen et du personnel de l'hôtel a accentué le désarroi. Une serveuse a brandi un couteau de table vers elle et l'a accusée d'être une « traîtresse ».

Alors que des représentants du gouvernement essayaient de la faire taire et de l'emmener, elle a crié: « Ils disent qu'ils m'emmènent à l'hôpital, mais en réalité ils m'emmènent en prison ». Ensuite la manipulation du gouvernement a commencé. Le porte-parole [du gouvernement] a dit qu'elle était saoule et souffrait de maladie mentale et qu'elle n'était pas avocate, tel qu'elle l'affirmait, mais une prostituée, et, dernière fausse déclaration, qu'elle était à la maison, en sécurité avec sa famille. En fait, elle était à nouveau sous la garde des forces de Kadhafi, mais, déjà sa famille se battait pour elle. (Anita McNaught, [Anger over detention of Libyan woman](#), Al Jazeera English, 28 mars 2011. C'est l'auteure qui souligne.)

Malgré la horde de photographes et de caméramans, il ne semble pas y avoir d'image disponible du couteau de table, brandi tantôt par un homme, tantôt par une femme selon les reportages, ni des blessures sanglantes de la présumée victime évoquées par de nombreux médias.

On dit par ailleurs qu'elle est emmenée « sans ménagement », mais on le voit bien dans la vidéo, un homme tient son bras, elle n'est ni menottée, ni cagoulée, ni traînée de quelque façon. Les manifestants pacifiques aux réunions du G20 sont d'ordinaire traités bien plus brutalement dans les pays dits « démocratiques », comme cela fut le cas à Toronto au Canada lors de la plus récente réunion.

La journaliste poursuit:

En entrevue avec la chaîne arabe d'Al-Jazira, ses parents montrent une photo d'elle avec son diplôme en droit lors de sa graduation. (*Ibid.* C'est l'auteure qui souligne.)

Pourtant, on nous montre sa mère avec une simple photo d'elle sans diplôme.

La révélation suivante du Washington Post aurait dû semer le doute dans les médias quant au témoignage d'Eman al-Obeidi: Selon le Washington Post, « Hasan Modeer, un rebelle activiste qui était avec la mère de Mme Obaidi à Tobruk a déclaré qu'un représentant du gouvernement avait appelé Ahmed à 3 heures du matin dimanche pour demander à la mère de persuader sa fille de changer sa version des faits ». (Tara Bahrapour et Liz Sly, [Libyan government offered money to appease Iman al-Obaidi, woman in rape-claim case, mother says](#), Washington Post, 27 mars 2011. C'est l'auteure qui souligne.)

Si cette femme a des liens avec les rebelles, il se peut que cette histoire soit un événement fabriqué, une opération psychologique destinée à galvaniser l'opinion publique mondiale en faveur de l'intervention de l'OTAN et à diaboliser le régime libyen, à l'instar de [Nayirah al-Sabah](#), durant la guerre du Golfe.

Cette Koweïtienne avait fait un témoignage émouvant devant le Congressional Human Rights Caucus des États-Unis sur des atrocités apparemment commises par le régime irakien. Il s'est avéré par la suite que cette jeune femme était la fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis et que son témoignage n'était que pure fantaisie.

Pourquoi donc les médias prennent-ils parti pour la rébellion en Libye? Est-ce volontaire ou non? Ce qu'il y a de plus dérangeant dans ce favoritisme, c'est qu'on ne cesse de nous parler des rebelles, mais on ne nous a jamais dit qui sont ces rebelles libyens!

Les rébellions armées et les « interventions humanitaires »

Alors, qui sont-ils ces rebelles? Qui les arme? Qui les finance? Quels sont leurs intérêts? Ont-ils des liens avec des pays étrangers? Bref, on semble n'avoir qu'une vague idée de la nature de cette rébellion armée, et, pourtant, on la défend dans la presse occidentale, au même titre que les soulèvements populaires non armés en Tunisie et en Égypte.

Si l'on regarde un tant soit peu en arrière, on peut se poser les questions suivantes: s'agit-il du même genre de rebelles que ceux qui ont été armés et financés par la CIA en Haïti et qui ont contribué au renversement en 2004 de Jean-Bertrand Aristide, président élu avec une majorité d'environ 70 % et aux tendances socialistes et anti-impérialistes? (Voir Julie Lévesque, [L'ingérence étrangère en Haïti: quelle démocratie?](#), Mondialisation.ca, 19 novembre 2010)

Ou peut-être sont-ils du même type que les Contras du Nicaragua, ces « combattants de la liberté », défendus par le gouvernement Reagan dans les années 1980, armés et financés par la CIA, et qui tentèrent de mettre fin à la révolution sandiniste, elle aussi socialiste et anti-impérialiste? (Voir Philip Agee, [How United States Intervention Against Venezuela Works](#), Global Research, 15 septembre 2005)

Ces exemples ne semblent pas faire partie de la mémoire médiatique, dont on peut sérieusement douter de l'existence. La seule comparaison que l'on nous sert est celle avec le Kosovo. Pourtant, là aussi, l'histoire se répète: l'Armée de libération

du Kosovo a été armée et financée entre autres par la CIA. (Voir Michel Chossudovsky, [La déstabilisation de la Bolivie et l'option Kosovo](#), Mondialisation.ca, 7 octobre 2008)

Mais comme la vérité peine à faire son chemin dans les têtes bien pensantes de la presse occidentale, l'intervention des États-Unis et de l'OTAN au Kosovo est un exemple de « guerre humanitaire » à suivre pour éviter des « massacres ».

Or, quiconque a étudié au minimum l'éclatement de la Yougoslavie, sait que le but ultime de cette intervention était de diviser pour régner, d'éliminer une économie socialiste fonctionnelle, aujourd'hui scindée en petites entités capitalistes criblées de dettes, faisant ainsi le bonheur des grandes institutions financières de ce monde. Les Serbes ont été accusés d'avoir commis des massacres alors que la violence dont ils ont été victimes a été et demeure largement ignorée. (Voir [Srebrenica Historical Project](#))

Il y a eu le « boucher de Bagdad », le « boucher de Belgrade » et aujourd'hui c'est le « boucher de Tripoli ». Toujours la même tactique. Toujours les mêmes sauveurs. Toujours, on n'y voit que du feu.

La version officielle de ce genre d'intervention a hérité du nom de « guerre » ou « intervention humanitaire », que d'autres qualifient à juste titre d'« impérialisme humanitaire ». Rappelons-nous : les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts. Ceux qui interviennent à l'étranger ne le font pas pour sauver des peuples, mais leurs intérêts économiques et la presse se garde bien de nous expliquer la lutte de pouvoir entre les États occidentaux au pays de Kadhafi, la plus grande richesse pétrolière africaine. (Voir Michel Chossudovsky, [L'« Opération Libye » et la bataille du pétrole : Redessiner la carte de l'Afrique](#), Mondialisation.ca, 22 mars 2011)

En 2001, peu après l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, le concept orwellien de « responsabilité de protéger » a été développé sous l'égide de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États, une initiative du gouvernement canadien.

Après avoir diabolisé à outrance le chef libyen, les médias se sont empressés de promouvoir la fameuse doctrine du « devoir de protéger » pour venir en aide au peuple libyen, doctrine prônée aussi par les dirigeants en faveur d'une intervention armée aux côtés des rebelles, dont on ne nous révèle toujours pas l'identité.

La ligue arabe, qui s'est prononcé le 13 mars en faveur d'une zone d'exclusion aérienne pour « protéger les civils », compte de nombreux alliés des États-Unis, dont le Yémen, Bahreïn et l'Arabie Saoudite, qui sont loin d'être des exemples de démocratie. L'Union africaine s'est pour sa part opposée à une intervention de l'extérieur.

Plutôt que de remettre en question les raisons de cette intervention et les intérêts de ses partisans, les grands médias ont préconisé l'ingérence, sans savoir qui est à l'origine de la rébellion armée.

La plupart des tyrans trouvent des prétextes nobles pour massacrer ceux qui les contestent. Kadhafi, lui, affirme sans la moindre gêne son intention de déclencher un carnage illimité. À ses yeux, aucun prix n'est trop élevé pour se maintenir au pouvoir.

Au moins, c'est clair. Il n'est plus possible de prétendre que la menace qui plane sur le peuple libyen est le fruit d'une oeuvre de propagande. Plus possible, non plus, de faire semblant que l'on ne sait pas ce qui nous attend, comme on l'a fait pour le Rwanda ou la Bosnie.

Avec son massacre annoncé, le sinistre colonel crée un précédent. Et place la communauté internationale devant un dilemme délicat: jusqu'où faut-il aller pour empêcher le bain de sang? [...]

[L]e cas de la Libye s'apparente plutôt à celui du Kosovo, où l'OTAN avait déclenché une offensive militaire, en 1999, pour protéger la population contre le pouvoir serbe. [...]

C'est d'ailleurs dans la foulée de cette opération que l'ONU avait commencé à explorer un nouveau concept: celui de la « responsabilité de protéger ».

Mais si le tyran de Tripoli continue à massacrer son peuple, tôt ou tard, le monde aura l'occasion de tester le beau principe de la « responsabilité de protéger ». Car si on ne le fait pas dans ce cas-ci, c'est qu'on ne le fera jamais. (Agnès Gruda, [Le devoir de protéger](#), Cyberpresse, 5 mars 2011. C'est l'auteure qui souligne.)

Cette doctrine de la « liberté de protéger » existe. Elle a été promue par le gouvernement canadien, à l'ONU, il y a quelques années. Pourtant, aujourd'hui, ni le gouvernement Harper, ni le chef du parti qui a conçu cette doctrine, Michael Ignatieff du PLC, ne proposent de l'utiliser pour protéger le peuple libyen contre le tyran qui promet « des rivières de sang ».

Heureusement, il s'est produit ce samedi un événement étonnant. Une organisation internationale à laquelle le Canada ne participe pas a eu la décence "d'assurer un soutien immédiat et continu au peuple libyen (...) face aux dangereuses violations et aux crimes des autorités libyennes, lui faisant perdre leur légitimité". Cette organisation de démocrates conséquents a réclaté, sans la nommer, l'application du principe de "responsabilité de protéger" en réclamant du Conseil de sécurité de l'ONU l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne sur la Libye [...] (Jean-François Lisée, [Mais où est donc la « responsabilité de protéger »](#), L'actualité, 13 mars 2011. C'est l'auteure qui souligne.)

Ici les deux auteurs font erreur. En réalité, c'est le fils de Kadhafi, Seïf Al-Islam, qui a parlé de « rivières de sang » et cette image choc, prise hors contexte, sert bien la propagande interventionniste. Il a dit auparavant: « Nous envisageons comme dernière solution [...] de nous en remettre tous aux armes, nous allons armer 5 millions de Libyens, la Libye n'est ni la Tunisie ni l'Égypte [...] Des rivières de sang couleront [...] »

N'est-il pas insensé qu'un gouvernement contesté par un soi-disant soulèvement populaire se propose d'armer 5 millions de citoyens alors que son pays en compte 6,5 millions? Les médias n'ont fait que souligner la « promesse » de « faire couler des rivières de sang », ce qui donne l'impression que les forces militaires du régime se lanceront dans une folie meurtrière contre une population sans défense.

La propagande guerrière

Dans un article intitulé « [Les règles de la propagande de guerre](#) », le journaliste belge Michel Collon détaille la couverture des guerres par les médias occidentaux et les « règles incontournables de la "propagande de guerre" » : diaboliser l'ennemi; omettre le contexte géographique et historique; cacher les véritables intérêts; et éviter d'évoquer les manipulations médiatiques du passé. Le cas qui nous préoccupe en est un exemple patent.

Certes, Mouammar Kadhafi n'est pas un enfant de cœur. Mais George W. Bush l'était-il davantage? Qui, des deux dirigeants, a plus de sang sur les mains? Sous le règne de George W. Bush, personne n'a jamais proposé d'envahir les États-Unis pour les empêcher d'aller massacrer les Irakiens ou les Afghans.

Et si une rébellion armée avait lieu dans un pays occidental, que feraient les dirigeants? Si, lors de manifestations pacifiques, la présence policière y est démesurée, on peut facilement imaginer la réaction face à une rébellion armée.

Aussi, il convient de noter que les Occidentaux ont tenté plus d'une fois d'assassiner le colonel Kadhafi. L'une de ces tentatives a d'ailleurs causé la mort d'une de ses filles. Qu'advierait-il si l'enfant d'un chef d'État occidental était tué par des forces arabes?

Cette diabolisation de Kadhafi est une tactique de guerre psychologique ayant été utilisée plus d'une fois pour mobiliser l'opinion publique en faveur d'interventions armées. Les médias se font par ailleurs très discrets sur les faits concernant la Libye : son indice de développement humain et son PIB supérieurs à tous les pays africains, la qualité des programmes sociaux, etc.

Lorsque l'on regarde le portrait d'ensemble et le contexte historique des interventions humanitaires, il est clair que cet assaut de l'OTAN sur la Libye n'a rien à voir avec la protection des civils libyens.

Le secrétaire étasunien à la Défense Robert Gates l'a lui-même avoué en entrevue à Meet the Press : les États-Unis sont en Libye pour protéger leurs intérêts : « Non, la Libye n'est pas un intérêt crucial pour les États-Unis, mais nous avons évidemment des intérêts là-bas et [la Libye] fait partie de la région qui constitue un intérêt crucial pour les États-Unis. » Cet aveu ne peut être plus clair : nous avons des intérêts au Moyen-Orient et c'est pourquoi nous intervenons en Libye, pour protéger nos intérêts au Moyen-Orient.

Si le secrétaire étasunien à la Défense admet que son pays intervient en Libye pour protéger ses intérêts, comment peut-on encore parler d'intervention humanitaire? Et ces rebelles que l'on se propose d'armer, quand osera-t-on avouer que ceux-ci entretiennent des liens avec les services de renseignements occidentaux et Al-Qaïda?

Rebelles, Al-Qaïda, MI6, CIA

Voici un article du Guardian datant de 2002. Cette information est disponible depuis presque 10 ans, mais les médias n'ont pas cru bon en faire mention :

Les services de renseignements britanniques ont payé une grosse somme d'argent à une cellule d'Al-Qaïda en Libye pour tenter d'assassiner en vain le colonel Kadhafi en 1996. Ils ont par ailleurs déjoué auparavant des tentatives de traîner Oussama ben Laden devant la justice.

Les dernières affirmations voulant que le MI6 ait des liens avec le Groupe islamique combattant [Al-Jama' al-Islamiyyah al-Muqatilah bi-Libya], lié à un fidèle lieutenant de ben Laden, seront embarrassantes pour le gouvernement, lequel a qualifié des déclarations similaires de l'officier renégat David Shayler de « pure fantaisie ».

Ces allégations ont émergé dans le livre Ben Laden, la vérité interdite, publié aux États-Unis par deux experts du renseignement français. Ceux-ci révèlent que le premier mandat d'arrêt d'Interpol contre ben Laden a été émis par la Libye en mars 1998.

Selon les journalistes Guillaume Dasquié et Jean-Charles Brisard, conseiller du président Chirac, les agences de renseignements britannique et étasunienne ont caché le fait que le mandat d'arrêt provenait de la Libye et ont minimisé la menace. Cinq mois après l'émission du mandat, Al-Qaïda a tué plus de 200 personnes dans les attentats au camion piégé ciblant les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie.

Selon les auteurs, la résistance des agences de renseignements occidentales devant les inquiétudes libyennes peut s'expliquer par la participation du MI6 au complot de coup d'État d'Al-Qaïda. (Martin Bright, MI6 'halted bid to arrest bin Laden', Guardian, 10 novembre 2002)

Alors que Kadhafi était la risée des médias lorsqu'il a accusé Al-Qaïda d'être derrière la rébellion, le 28 mars dernier le commandant des forces de l'OTAN a timidement confirmé, sans faire l'objet de dérision, que le réseau manipulait les insurgés :

Depuis le début de l'insurrection en Libye, Mouammar Kadhafi accuse Al-Qaïda et Oussama ben Laden. Il a ainsi affirmé à plusieurs reprises que le réseau terroriste manipule les insurgés. Ce mardi, James Stavridis, le commandant des forces de l'Otan en Europe, a en partie confirmé ces affirmations.

Lors d'une audition devant le Sénat américain, il a en effet expliqué que des informations du renseignement évoquaient les signes d'une présence d'Al Qaïda, voire du Hezbollah libanais, parmi l'opposition libyenne. Il a néanmoins tempéré en soulignant qu'il ne disposait pas « de détails suffisants » pour dire si cette présence était « significative ou non ». (Libye : l'Otan admet que l'opposition serait infiltrée par Al-Qaïda, TF1, 29 mars 2011)

Donc, même si les Occidentaux admettent la présence d'Al-Qaïda auprès des rebelles, ils optent quand même pour une intervention en leur faveur.

Pour ajouter à la tournure kafkaïenne des événements, le Conseil national de transition (CNT), représentant de l'opposition libyenne reconnue jusqu'à présent par la France et le Qatar, a nommé un collaborateur de longue date de la CIA pour diriger ses opérations :

Le groupe situé à Benghazi représentant les forces rebelles combattant le régime Kadhafi, le Conseil national libyen, a nommé un collaborateur de longue date de la CIA pour diriger ses opérations. C'est McClatchy Newspapers qui a révélé jeudi la nomination de Khalifa Hifter, un ancien colonel de l'armée libyenne [...] (Patrick Martin, A CIA commander for the Libyan rebels, World Socialist Web Site, 28 mars 2011)

Le lendemain, on apprenait lors d'une conférence à Londres qui étaient les porte-paroles du CNT: Mahmoud Shammam, ancien journaliste du magazine étasunien Foreign Policy, « vivant entre Washington et Doha », et Guma El-Gamaty, « un activiste vivant à Londres ». (Eric Albert, Les premiers pas politiques hésitants des rebelles libyens, La Tribune, 29 mars 2011.)

Les représentants des rebelles libyens sont donc des Libyens qui vivent aux États-Unis et en Grande-Bretagne et le chef de leurs opérations est un collaborateur de la CIA. La rébellion libyenne commence à dégager une forte odeur occidentale de changement de régime.

Deux jours après la publication de l'article de McClatchy et après le début de l'intervention, le New York Times « [révéla](#)it » que la CIA était en sol libyen depuis plusieurs semaines. Quant au MI6 et aux Forces spéciales britanniques, des agents ont été capturés au début mars par les rebelles qui les ont pris par erreur pour des espions ennemis. Le renseignement britannique aurait été sur place pour tisser des liens avec la rébellion, qui, vraisemblablement, n'était pas au courant.

Autre fait d'importance largement ignoré par les médias : Benghazi est le repaire de choix des djihadistes, selon une étude de l'Académie militaire des États-Unis à West Point datant de 2007 :

La conclusion la plus frappante qui ressort de l'étude de West Point est que le corridor allant de Benghazi à Tobruk et passant par la ville de Darnah [...] constitue l'une des plus fortes concentrations de terroristes djihadistes au monde, et, dans une certaine mesure, peut être vu comme la source principale des kamikazes sur la planète. (Dr. Webster G. Tarpley, [The CIA's Libya Rebels: The Same Terrorists who Killed US, NATO Troops in Iraq](#), Global Research, 28 mars 2011)

Toutes ces informations nous révèlent de nombreux des faits cruciaux pour la compréhension de ce conflit et sont disponibles pour quiconque se donne la peine de faire un minimum de recherche. Or, il semble que le rôle de la presse ne soit pas de livrer des faits, mais plutôt, de la propagande.

Que ce parti pris des médias soit volontaire ou non, d'une manière ou d'une autre, le résultat est le même : ils ne font pas leur travail correctement. Encore une fois.

Julie Lévesque

Le 2 avril 2011

Julie Lévesque est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

[Articles de Julie Lévesque publiés par Mondialisation.ca](#)

URL de cet article : <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=24095>

3 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 AQMI, le bras armé du CNT ?

Suite de mon premier article sur "[Ces insurgés Libyens, dont on ne veut savoir grand chose](#)". Nouvelles informations et interviews des protagonistes de la crise Libyenne qui tendrait à confirmer la présence en force d'AQMI parmi les insurgés et d'un possible lâchage ou remaniement du CNT et de ses promoteurs.

[Nouvel interview de Abdel-Hakim al-Hasidi chef LIFG en Libye accordé à Kim Sengupta du Quotidien Anglais the independant le 30 Mars 2011 dans la ville de Bin Jawad \(Libye\)](#)

Où l'on apprend qu'il serait aujourd'hui à la tête d'un groupe d'environ 1200 Moujahedins et qu'il est membre à part entière du Conseil National de Transition de Benghazi pour lequel il a assumé le poste de "Chef de sécurité" à Darnah dès le 17 Février 2011.

Il serait aujourd'hui à la tête d'un groupe d'environ 1200 Moudjahedins, groupe connu sous le nom de Shabaab qui constituerait actuellement l'un des plus gros groupe parmi les insurgés.

Il aurait personnellement mené son groupe à la bataille à Bin jawad et Ras Lanouf

- Source : The Independent - [rebels concede tripoli may be out of reach after 100mile retreat](#)

Les Moujahedins et Jihadistes* de Dharna et leur role dans la guerre en Irak

Dans un rapport de l'Académie Militaire US de West Point daté de 2007 on apprend que dans le corridor qui va de Benghazi à Tobruk en passant par Dahrna on trouve la plus grosse concentration de jihadistes surpassant même statistiquement la ville de Ryade en Arabie Saoudite.

Darnah est considérée comme la ville la plus intégriste de Libye, dont Kadhafi clame qu'elle a un rôle central dans le complot organisé par Al Quaida qui vise à son renversement, ce que semblerait confirmer l'étude de West Point.

L'armée US, à partir de documents saisis en Irak, estimèrent que et sur une liste de 112 combattants Libyens en Irak, 52 viendrait de Darnah, ville ayant une population de 48000 habitants.

Pour plus de précisions se reporter à l'analyse de W.Tarpley ou vous trouverez en lien le PDF de West Point ainsi que divers graphes et statistiques.

- Source : Tarpley.net - [The CIA's Libya Rebels : The Same Terrorists who Killed US, NATO Troops in Iraq LIFG, AQMI, Kif kif...](#)

Dans mon papier précédent, j'ai fait allusion à la guerre des communiqués au sein du LIFG entre 2007 et 2009 sans trop rentrer dans les détails, car la fiche Wiki du LIFG était un peu confuse sur cette épisode.

Néanmoins dans l'article de Webster Tarpley quelques éclaircissement se font jour à propos d'un ex membre d'AQMI, Norman Benotman (AQMI, qui selon tarpley ne serait que la nouvelle appellation du LIFG)

donc, Noman Benotman, repenté d'AQMI, qui dans une interview donné au Washington Times, daté du 29 Mars 2011, confirme qu'il y aurait environ un millier de "Jihadistes" parmi les insurgés.

- Source : [Washington Times - 1000 freelance jihadists join libyan rebels](#)

Pendant ce temps là à Washington....

Sur la colline du Capitol...

L'Amiral James Stavridis Commandant en chef de L'OTAN, admet qu'il y aurait des signes dans le renseignement, qui tendrait à indiquer une présence d'Al Qaeda et/ou du Hezbollah parmi les insurgés libyens, sans toutes fois le confirmer.

Et Hillary Clinton de déclarer, lors de la conférence de Londres de mardi, que

« Nous n'en savons pas assez sur le Conseil National de Transition »

De là à penser qu'une partie de l'establishment de Washington freinent des quatre fers, sur perspective d'armer, à la vue de tous, les insurgés de Benghazi, il n'y a qu'un pas.

Insurgés Libyen ou membres d'AQMI qui selon le Président Tchadien Idriss Deby, ne se sont d'ailleurs pas privé de piller les arsenaux de Kadhafi et de repartir au fin fond du Teneré avec quelques batteries de Missiles sol-Air.

- Source : [Le Point - aqmi s'est empare de missiles en libye selon le tchad](#)

Et de se demander, si L'intelligentsia de Benghazi, pour l'essentiel, des anciens cadres du pouvoir Libyen, promu par Bernard Henri Lévi et reconnu par Nicolas Sarkozy, ne finiront pas par être lâchés en plein vol (entraînant un nouveau fiasco de politique étrangère pour la France), au profit d'anciens alliés gardés au chaud près de Washington, ... le NFSL.

Le NFSL "is back in the House"

Retour sur la scène libyenne d'un ancien cadre du Front National de Salut Libyen, le colonel Khalifa Hifter (ou "Haftar") qui fit parti du contingent des 2000 Libyens capturés au Tchad en 1987 qui formèrent la LNA et dont on apprend qu'après le départ du territoire Tchadien, avec l'arrivée de Idriss Déby au pouvoir, il passa ces 20 dernières années à Vienne en Virginie (USA), située à un peu moins de 15km de Langley.

Colonel Haftar qui fut cité dans un ouvrage publié par le monde diplomatique en 2001 "Manipulations Africaines". Pour son rôle de chef de file à la tête des "Contras" Libyens de la NLA (Le Bras armé du NSFL)

- Source [Mc Clatchy DC - new rebel leader spent much of past 20 years in suburban Virginia](#)

Video Youtube du [retour du Col. Haftar à Benghazi](#)

* Comprendre ici, pour simplifier, Moujahedin comme Guérilleros, et Jihadistes comme Kamikazes

Documents joints à cet article

3-2 François Bonnet : La guerre est déjà hors contrôle.

Il n'aura pas fallu attendre longtemps. Au treizième jour du déclenchement de la guerre en Libye, la confusion est totale. Une fois de plus, rien ne s'est déroulé comme annoncé. Et aux questions que nous posons dès le vendredi 18 mars ([article ici](#)), s'ajoutent de nouvelles. Au point que cette guerre voulue par Nicolas Sarkozy apparaît désormais comme un dangereux coup de dés. Le sort – chance ou malchance – décidera de sa tournure : aider les Libyens à se libérer ; ou installer ce pays dans une guerre civile qui engagera l'Occident durant des mois.

Les acteurs de l'opération « *Aube de l'Odysée* » en sont aujourd'hui réduits à croiser les doigts : espérer qu'un missile ou une bombe élimine Kadhafi ; parier sur un coup d'Etat militaire ; rêver d'une grande insurrection populaire à Tripoli ; souhaiter un départ en exil ; attendre d'autres défections dans l'entourage du «Guide», à l'image de celle de Moussa Koussa, longtemps pilier du régime, ministre des affaires étrangères qui vient de se réfugier à Londres ce mercredi.

Mais si rien de tout cela ne se passe ? C'est la question posée après la conférence de Londres, mardi, qui n'a débouché sur aucune décision importante.

Les désaccords sont trop nombreux et les stratégies trop différentes : cette réunion a permis de le vérifier. Et ils portent sur l'essentiel :

1- Les buts de guerre. De la protection des civils au changement de régime

Nous sommes déjà très loin de la résolution 1973 du conseil de sécurité de l'Onu qui donne à cette guerre sa légitimité internationale et son cadre juridique ([le texte intégral est à lire ici](#)). Ce texte, adopté par 10 voix pour et 5 abstentions le 17 mars, fixe un objectif unique : stopper ou éviter le massacre de populations civiles. La résolution s'appuie sur un concept nouveau, adopté en 2005 par l'Assemblée générale des Nations unies : *Responsability to protect*, la responsabilité de protéger ceux qu'un Etat ou un régime persécute.

Il s'agit là de la mise en place d'un droit d'ingérence de la communauté internationale dans les affaires d'un Etat pour des raisons exclusivement humanitaires. Depuis 2005 et sur ce principe, deux précédentes résolutions furent envisagées – mais sans succès – concernant la Guinée (des milliers de morts) et la

République démocratique du Congo (les exactions dans l'est du pays qui ont fait des dizaines de milliers de morts). Le massacre de 7.000 civils Tamouls (et le déplacement forcé de 130.000 autres) par l'armée sri-lankaise, lors de la liquidation des Tigres du LTTE en mai 2009, n'a pas plus mobilisé.

A ce jour, aucun bilan fiable des tueries ordonnées par Kadhafi depuis le début de la révolution, le 15 février, ne peut être établi : les chiffres varient entre quelques centaines de morts (ce qui semble largement sous-estimé) et quelques milliers (le nombre de 6.000 morts est avancé). Le dictateur a promis de « *punir, maison par maison* » les insurgés.

Mais l'objectif humanitaire a été très vite oublié. Pour les Etats-Unis, il s'agit bien de renverser Kadhafi. « *Il doit partir* », a répété Barack Obama. « *Son départ demeure le but ultime* », a expliqué en écho le département d'Etat. « *Il a perdu toute légitimité* », n'a cessé de dire Nicolas Sarkozy. « *Il faut aider à la transition démocratique* », ajoute Alain Juppé. Quant au chef d'état-major britannique qui excluait un assassinat de Kadhafi, il s'est aussitôt fait sermonner par David Cameron. Son ministre de la défense, Liam Fox, a expliqué pour sa part à la BBC que des frappes ciblées sur Kadhafi étaient « *une possibilité* ».

Interprétation extensive

Problème : ce but de guerre ne figure évidemment pas dans la résolution 1973. S'il avait été énoncé, la Russie et la Chine y auraient opposé leur veto et le soutien de la Ligue arabe aurait sans doute été revu. Pour rappel, en 1999, lors de la campagne de bombardements de l'Otan au Kosovo et en Serbie (hors cadre de l'Onu), le départ de Slobodan Milosevic ne fut jamais demandé : ce n'est qu'un an et demi après sa défaite militaire qu'il a été renversé par l'opposition serbe.

Paris, Londres et Washington ont par ailleurs une autre interprétation extensive de la résolution : la demande de retrait des troupes de Kadhafi des villes reprises aux insurgés ces dernières semaines. Ce qui n'est pas dit explicitement dans le texte onusien.

Bref, en une poignée de jours, nous sommes passés d'une opération humanitaire – pour laquelle des moyens militaires limités étaient autorisés – à une guerre devant mener à un changement de régime.

2- Les moyens de la guerre. Un engagement de plus en plus important.

Visionner la vidéo sur Youtube

http://www.youtube.com/watch?v=JptiGNAN3Yc&feature=player_embedded

Nicolas Sarkozy a perdu sa première bataille : faire croire que cette opération était co-pilotée par la France et la Grande-Bretagne.

Dès le premier jour, ce sont les Etats-Unis qui ont eu le contrôle du commandement. Désormais, à partir de ce jeudi 31 mars, c'est l'Otan qui commandera l'intégralité des opérations depuis son **QG de Naples** : blocus maritime, zone d'exclusion aérienne, bombardements et choix des cibles (*vidéo ci-dessus*). Le leadership mis en scène par l'Elysée n'est donc plus. La Turquie mais aussi l'Allemagne, l'Italie et surtout les Etats-Unis ont imposé l'Alliance atlantique comme maître d'œuvre (comme en Afghanistan et en Irak). Le principal argument d'Alain Juppé – une opération de l'Otan aurait été particulièrement « *mal ressentie dans le monde arabe* » – n'aura tenu que quelques jours.

Ces questions du commandement et des buts de guerre ne sont pas anecdotiques puisqu'elles déterminent les moyens engagés. Protéger les civils par « *tous les moyens nécessaires* », dit la résolution. La Ligue arabe explique aujourd'hui n'avoir demandé qu'une zone d'exclusion aérienne et certainement pas la campagne de bombardements conduite depuis bientôt deux semaines.

Car, ne nous y trompons pas, les moyens engagés par la coalition sont considérables et ils le sont très majoritairement par les Etats-Unis. Le ministère français de la défense se garde de donner des chiffres précis (**lire ici ses communiqués de presse**). Mais selon la presse américaine, depuis le 19 mars :

Plus de 200 missiles de croisière ont été tirés (tous américains à l'exception de 7)

Près d'un millier de missions aériennes ont été conduites (la moitié américaines)

Environ 600 bombes avec système de guidage intégré ont été larguées (les trois quarts américaines)

Qui va-t-on armer?

Les cibles ne sont pas seulement les tanks ou batteries d'artillerie de l'armée de Kadhafi sur la ligne de front mouvante avec les rebelles. Toutes les infrastructures militaires et tous les centres de pouvoir politique sont désormais visés. Selon le *New York Times*, les Etats-Unis sont en train de déployer leur matériel le plus sophistiqué : hélicoptères anti-chars, bombardiers B-1B et les fameux AC-130. Il s'agit là, selon un responsable militaire cité par le *New York Times*, de bien faire comprendre à l'armée libyenne qu'elle est promise au rouleau compresseur si elle ne se débarrasse pas de Kadhafi.

Dimanche, pour que le message soit clair, six missiles de croisière ont été tirés sur Tripoli et le quartier général de la 32^e brigade, cette brigade d'élite dirigée par l'un des fils de Kadhafi. Par ailleurs, des tracts et de nombreux messages radiodiffusés incitent (comme au moment de la guerre d'Irak) les soldats et officiers à désertir.

Cette stratégie de la guerre totale (fort éloignée de l'esprit de la résolution 1973) explique les critiques de plus en plus fortes de la Ligue arabe, de la Turquie mais aussi de l'Italie (qui dit vouloir tenter une médiation et convaincre Kadhafi de s'exiler).

Car la crainte des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne (et de la France) est de s'enliser dans un conflit qui reviendrait à organiser la partition du pays. Car une fois la protection de Benghazi assurée, les forces insurgées n'ont pas pu engager une marche victorieuse sur Tripoli, comme il était envisagé. Au contraire, l'armée du dictateur regagne du terrain depuis trois jours. Et dans les villes reprises par l'armée loyaliste, les frappes aériennes sont impossibles ou limitées sauf à prendre le risque de tuer des civils.

C'est donc un statu quo et, à terme, une partition du pays qui se profilent, sauf renversement soudain. Des experts rappellent qu'une zone d'exclusion aérienne avait été créée en avril 1991 sur la moitié nord de l'Irak pour protéger les centaines de milliers de Kurdes de la répression de Saddam Hussein. Cette zone fut maintenue jusqu'en 2003, ce qui d'ailleurs n'empêcha pas complètement les massacres menés par la garde républicaine de Saddam. En revanche, pendant ces douze années, le Kurdistan se constitua en pays quasiment indépendant de Bagdad. A l'époque, la création de cette zone, au sortir d'une guerre perdue par Saddam Hussein, avait aussi un objectif implicite : humilier le dictateur et encourager son éventuel renversement. Il n'en fut rien.

3- L'organisation de l'après-guerre : y a-t-il du Al-Qaïda chez les insurgés ?

La réunion de Londres, mardi, a fait surgir un nouveau problème, soigneusement dissimulé jusqu'alors. Celui de l'opposition libyenne et de la réalité de ce fameux Conseil national de transition. Reconnu comme le seul interlocuteur légitime par la France, dès le 5 mars, après une rencontre de Nicolas Sarkozy organisée avec deux de ses représentants par Bernard-Henri Lévy, l'Europe semblait s'être rangée à cette idée.

L'affaire se révèle autrement plus complexe.

Puisque la guerre aérienne pourrait ne pas suffire, pourquoi ne pas équiper en armes lourdes les insurgés ?

Barack Obama ne l'exclut pas. En fait, la CIA aurait déjà engagé le processus visant à équiper la rébellion, selon la presse américaine (lire [articles ici](#) et [ici](#)). La France, tout en reconnaissant que cela n'est pas prévu par la résolution (qui organise un embargo sur les armes !), se dit « prête à en discuter », par la voix d'Alain Juppé. La Grande-Bretagne est pour. Mais quels sont ceux que la coalition va armer ? La Grande-Bretagne a reconnu, mardi, ne pas connaître grand-chose de cette opposition et de son organisation. Les débats et les interrogations sont encore plus forts aux Etats-Unis où l'on suspecte islamistes voire combattants d'Al-Qaïda d'être des acteurs importants de l'insurrection.

Le précédent de l'Afghanistan.

Auditionné par le Sénat américain, l'amiral et commandant de l'Otan, James Stavridis, a jeté un froid en expliquant qu'il y avait de sérieux indices, selon les rapports de renseignement, de la présence de combattants d'Al-Qaïda et du Hezbollah chez les insurgés. Et de rappeler que l'est de la Libye a été, durant les années 1990, le refuge de plusieurs mouvements islamistes. Ou que de nombreux Libyens ont combattu les Américains en Irak ([lire ici une enquête de Foreign Policy](#)). Mardi, Hillary Clinton avait reconnu implicitement ces craintes exprimées par plusieurs responsables militaires : « *Nous n'en savons pas autant que nous aimerions* »...

Autrement plus direct, Bruce Riedel, ancien de la CIA devenu chercheur à la Brookings Institution, résume le problème en ces termes au [New York Times](#) : « *Les combattants rentrés d'Irak et d'Afghanistan et présents dans cette insurrection: sont-ils 2%, 20%, 80% de cette opposition ? C'est la question à laquelle nous ne pouvons pas répondre.* »

Dans les années 1980, les Etats-Unis avaient lourdement armé les combattants afghans contre les Soviétiques et, en particulier, un certain Ben Laden, alors responsable du Bureau de recrutement des moudjahidines au Pakistan. Ironie de l'histoire : l'homme de la CIA qui fut chargé de ces livraisons d'armes est Robert Gates, aujourd'hui ministre de la défense d'Obama...

Bernard-Henri Lévy avait organisé il y a huit jours à l'hôtel Raphaël, à Paris, une conférence de presse avec des représentants du Conseil national de transition : une grand-messe démocratique où il nous était

promis une Libye transformée en une République laïque, donnant toute leur place aux femmes et se souciant d'écologie ! (compte-rendu [sur le site de BHL, ici](#)). Mardi, l'exercice a été répété à Londres avec un texte programme rendu public. Le *Guardian* de ce mercredi en fait une lecture plus qu'ironique, retrouvant dans cette plateforme la patte des conseillers du premier ministre David Cameron ([article à lire en cliquant ici](#)).

Une guerre, pourquoi, comment et avec quel horizon ? C'est ainsi qu'à ces trois questions clés, les réponses manquent ou peuvent annoncer le pire. Les Etats-Unis en débattent, au Congrès et au sein même de l'équipe Obama. A Londres, les Communes en débattent. Comme en Allemagne, comme en Italie. En France, l'UMP débat... de l'opportunité de débattre du débat sur la laïcité, le PS compte ses conseils généraux. Et les commissions de défense ou des affaires étrangères de l'Assemblée comme du Sénat se gardent de procéder à des auditions. Jusqu'à quand ?

Deux exemples de débat

Juste pour donner une idée du débat qui fait rage en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis sur l'opportunité de cette guerre, deux exemples avec deux analyses qui pouvaient être lues dès le déclenchement de l'opération «Aube de l'Odysée».

La première est celle de [Stop the War Coalition](#), cette association britannique qui depuis bientôt dix ans dénonce les guerres occidentales en Afghanistan puis en Irak. L'un de ses animateurs, le journaliste Andrew Murray écrit ceci :

« L'opération des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France pour imposer un changement de régime en Libye – puisque c'est bien de cela qu'il s'agit – n'a pas pour objet de sauver des vies et encore moins de soutenir la démocratie dans le monde arabe. Il s'agit de prendre le contrôle – et non de le soutenir – du processus de changement au Proche-Orient, il s'agit de le placer sous une entière domination occidentale » ([l'intégralité de son article est à lire ici](#)).

Un affreux gauchiste pacifiste munichois, Andrew Murray ? Alors retournons-nous vers l'Américain Richard Haass, un républicain bon teint et respecté, principal conseiller de Colin Powell lorsque ce dernier était ministre des affaires étrangères de George Bush, et qui préside aujourd'hui le [Council on Foreign Relations](#).

Richard Haass.

« Trop et trop tard, écrit-il. Les Etats-Unis s'embarquent dans une guerre choisie pour la troisième fois en moins de dix ans. Et comme l'Irak en 2003 et l'Afghanistan après 2009, c'est un mauvais choix (...) Cette guerre est aussi une diversion stratégique. Les décideurs politiques américains seraient mieux avisés de se concentrer sur ce qui devrait être fait pour soutenir l'économie égyptienne et pour aider à résoudre la situation beaucoup plus importante et dangereuse qui se développe à Bahreïn »

([l'intégralité de son article est à lire ici](#)).

Lire Aussi

- [Libye : pour ne pas céder à un unanimisme béat](#)
- [Cause libyenne, calculs français: cette guerre est un piège](#)

Andrew Murray.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 Mireille Fanon Mendes France : Enfin, la porte est grande ouverte...

Si la France et la Grande Bretagne ont mené le combat pour que le Conseil de Sécurité obtienne de ses membres le vote de la résolution 1973 c'est, d'une part parce que ses Etats-membres sont affolés de la venue potentielle de milliers de migrants et que la Libye qui faisait fonction des services policiers externalisés de l'Europe ne remplit plus, pour l'heure, ce rôle; c'est aussi parce que l'Europe, n'arrétant pas de justifier l'adoption de lois de plus en plus xénophobes et du coup liberticides -au point d'être montrée du doigt par le Conseil des droits de l'homme et d'être dénoncée par de nombreuses organisations des droits humains-, a peur de ce que représentent les hommes et les femmes venant de l'autre rive de la Méditerranée.

En un mot l'Europe n'est pas prête à changer ses références religieuses et les représentations qu'elle a construites à l'égard de tout ce qui est différent d'elle ou plus exactement ce qu'elle considère différent d'elle. L'Europe n'a d'autre objectif que d'être le très bon élève des néoconservateurs des Etats Unis et le rempart contre ce qu'elle appréhende comme une invasion.

A cela s'ajoute les révoltes des peuples arabes avec leur dynamique qui, si elles rayonnent dans le monde entier et donnent espoir et courage, obligent l'Union européenne à repenser la nature de ses relations avec ces pays et plus largement avec l'ensemble du continent africain dont la plupart des pays ont été ignorés ou maintenus à l'écart.

Ce qui se joue aujourd'hui au sud et à l'est de la Méditerranée est comparable en intensité à la chute du Mur de Berlin, et n'en doutons pas, amorce la seconde phase de la décolonisation qui pourrait permettre aux anciens pays colonisés de sortir des relations coupables dans lesquelles les colonisateurs les ont maintenus -si rien n'empêche le processus d'aller à son but, ce qui est loin d'être certain, tant les pays occidentaux semblent, avec cette intervention, vouloir mettre fin au besoin de changement-.

Les peuples, qui se sont soulevés, pourront ils mettre fin à des régimes autoritaires qui semblaient, avec l'appui de gouvernements occidentaux, inébranlables et même pour la Tunisie avec les compliments du Fonds monétaire international qui trouvait que ce pays était le meilleur élève du continent africain et que les autres devraient suivre cet exemple? Sans oublier les relations coupables de la France avec ce régime qui a tué, emprisonné, baillonné, terrorisé sans jamais trouver à redire sur ces violations massives des droits humains.....Silence coupable qui engage la responsabilité de ce pays!

Il est donc temps de faire rentrer dans le rang les peuples qui se sont révoltés et ont exprimé leurs désirs de changements.

Mais cela n'est qu'un des aspects de la résolution 1973 et l'analyse ne serait pas complète sans regarder ce qui se joue fondamentalement avec cette entrée en guerre contre un Etat de la communauté internationale, quoi que l'on puisse éprouver à l'égard du Président de la Libye qui, depuis quarante trois ans, fait régner un régime de terreur, de tortures sur l'ensemble du peuple libyen.

Ne peut on penser que ce qui se joue exactement dans cette partie du monde est la place de l'Etat d'Israël dans un espace du Moyen Orient qui pourrait être changé. Le monde arabe est entrain de se repenser non plus à partir de systèmes dictatoriaux mais de revendications basées sur le besoin de démocratie -fut elle pensée à partir de fondamentaux spécifiques à ces pays. En effet, qui peut croire qu'il n'y a qu'un modèle démocratique, le penser c'est déjà vouloir imposer une vision hégémonique au monde. Or, les révoltes arabes portent en elles, outre le droit à vivre dignement, libres, avec une effective répartition des richesses, l'aspiration à d'autres relations internationales et entre autres un autre positionnement sur la Palestine. Les dictateurs n'ont jamais voulu entendre leurs rues qui demandent que le droit international soit respecté et effectif pour le peuple palestinien et que les responsables de l'Etat d'Israël qui permettent que soient commis des crimes de guerre soient jugés devant la Cour pénale internationale. Dès lors, en arrière plan, lors du vote de la résolution 1973, il y a la peur de voir changer la nature des rapports de force dans cette région du monde. Ce n'est donc pas un hasard si l'Arabie saoudite a fourni des forces policières pour faire céder la révolte du peuple barheini sans que cette même communauté internationale ne prenne une seule résolution contre cet Etat qui tue en direct ses citoyens, pas plus qu'elle ne l'a fait contre le Yémen -même si les enjeux diffèrent.

Comment le «peuple des Nations» qui a déclaré vouloir «vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage et «à unir leurs forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales», peut il aujourd'hui se reconnaître dans ce que cette communauté internationale donne à voir d'elle-même? Il ne s'agit plus de vivre en paix dans un esprit de bon voisinage mais de s'assurer de sa suprématie et de son emprise sur l'ensemble des autres peuples à des fins de domination impérialiste.

Dès lors, tout est possible.

Ainsi avec la résolution 1973, les membres du Conseil de Sécurité arrivent, dans un même élan à «réaffirmer leur ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Jamahiriya arabe libyenne» et à assumer de «prendre toutes mesures nécessaires, nonobstant le paragraphe 9 de la résolution 1970 (2011), pour protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya arabe libyenne, y compris Benghazi, tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit et sur n'importe quelle partie du territoire libyen». Comment un tel paradoxe est il possible alors que cette résolution est illégitime?

Comment une telle résolution n'a pu t elle être obtenue lors de l'agression israélienne en 2006 sur le Liban alors que 1 500 civils sont morts tués sous les bombes israéliennes?

Comment aucune résolution n'a été prise à l'encontre de l'Etat israélien alors qu'à l'hiver 2008-2009, 1 490 personnes sont mortes sous les mêmes bombes israéliennes, et comment aucune procédure n'est ouverte à la Cour pénale internationale, sous la responsabilité du Conseil de Sécurité, à l'égard des responsables des nombreux crimes de guerre et possiblement des crimes contre l'humanité commis contre le peuple palestinien depuis qu'il est illégalement maintenu sous occupation alors que le Conseil de Sécurité, sans aucun état d'âme face à l'iniquité de traitement, a saisi «le Procureur de la Cour pénale internationale de la situation en Jamahiriya arabe libyenne pour que les auteurs d'attaques, y compris aériennes et navales, dirigées contre la population civile, ou leurs complices répondent de leurs actes»?

Juste pour mémoire, il est utile de rappeler que, dans un souci de cautionner la loi du plus fort, le Conseil de sécurité a demandé à la Cour Pénale internationale qu'elle n'engage ni ne mène aucune enquête ou aucune poursuite pénale à l'égard des responsables ou des personnels en activité ou d'anciens responsables ou personnels d'un État contributeur qui n'est pas partie au Statut de Rome à raison d'actes ou d'omissions liés à des opérations établies ou autorisées par l'Organisation des Nations Unies!

La réponse essentielle à tous ces dysfonctionnements est à chercher dans l'importance de la place tenue par l'Etat d'Israël dans le coeur de tous les Occidentaux. Cet Etat serait un des remparts important contre l'invasion arabe que craignent l'ensemble des pays occidentaux -parce que soit disant seul Etat démocratique dans cette région du monde, -c'est faire peu de cas de la Palestine et du résultat des élections de 2006.

Tout est possible dès lors qu'il faut contenir cette «invasion»; le moindre prétexte est bon pour utiliser les organes onusiens à d'autres visées que celles qui lui sont assignées au regard de la Charte des Nations Unies.

Dans cet exercice de transfiguration des normes du droit international, la France s'est montré le meilleur soutien pour favoriser la déstructuration et la délégitimation du droit international.

Soucieuse de faire oublier son non engagement contre l'Irak, elle a mené bataille pour que des attaques ciblées aient lieu -quitte à le faire hors du cadre onusien au nom du droit d'ingérence et de la responsabilité de protéger les populations civiles.

Pourtant, le gouvernement sait très bien que l'usage de la force ou même la menace de l'usage de la force est interdit par l'article 2§4 de la Charte des Nations Unies. Certes, en l'état actuel du dispositif impérialiste, il est somme toute normal que la France, membre du Conseil de Sécurité, ne se soit pas portée garante de cette norme impérative du droit international et ait préféré surfer sur des idées comme le droit d'ingérence qui n'est dans aucune convention internationale mais qui ouvre dangereusement la porte à la loi du plus fort et à la déstructuration de l'ensemble des normes impératives du droit international.

Préférer la violence et la guerre à la recherche de moyens pour maintenir la paix et la sécurité internationales pour l'ensemble des peuples, c'est permettre que tout le système multilatéral onusien soit remis en cause alors qu'il y avait d'autres moyens pour mettre au pas le dictateur de la Libye. Ainsi, il aurait été préférable de maintenir avec encore plus de conviction l'embargo sur les armes, la technologie militaire et la coopération scientifique; d'interdire les relations commerciales et les investissements et de geler les capitaux ou de suspendre l'ensemble des accords relatifs au transport aérien, entre autres...Mais s'il en était besoin, ce qui se passe avec la Libye ne vient que confirmer que le système onusien a perdu toute sa crédibilité et dès lors qu'il est aisé de le bafouer, de le contourner, de le manipuler, voire de faire comme s'il n'existait pas.

Avoir choisi la voie de la violence, d'une possible balkanisation de la Lybie, d'un enlèvement à l'irakienne au prétexte d'aider à l'installation d'une démocratie -mais selon les principes occidentaux-, est faire preuve d'un cynisme, voire d'un calcul éminemment «rationnel» dont seules sont capables les grandes puissances qui ne veulent en cette occasion que tenter de reprendre la main dans la région, riche en pétrole et imposer leur modèle démocratique sans prendre en compte les aspirations des peuples mais surtout ne pas voir remis en cause l'équilibre stratégique qu'ils avaient pu mettre en place à coups d'aides financières, économiques et militaires pour les pays qui se montraient les bons amis des pays symbolisant l'axe du bien.

Certains pays membres du Conseil de Sécurité -principalement ceux identifiés sous les BRICS- ont certainement appréhendé l'un ou l'autre aspect de la question posée par la Libye, ce qui explique leur abstention mais ils auraient été bien inspirés d'assumer leur veto si le rapport de forces, dans ce cas précis, avait été en leur faveur. Ce qui n'est pas le cas!

Ces pays et ceux qui ont voté cette résolution jouent dangereusement avec le feu et renforcent la course vers la mutation du droit international déjà bien avancée et ne font qu'accentuer la politique du deux poids deux mesures que ressentent nombre de pays qui doivent passer sous les fourches caudines des accords qui leur sont imposés ou qui sont victimes de l'omission des obligations, en terme de responsabilité internationale, dont est redevable la communauté internationale.

Pourtant, certains organes onusiens ont plusieurs fois rappelé l'obligation de tous les Membres de l'ONU de s'abstenir dans leur relations internationales de recourir à la force et le principe de l'autodétermination des peuples en particulier la disposition de l'article 1er commun aux pactes internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques.

L'Assemblée générale de l'ONU, quant à elle, continue, à proclamer la nécessité du respect des principes et des règles de la Charte; en particulier, l'obligation de respecter l'égalité souveraine de tous les États et de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, ou d'agir de toute autre manière qui serait incompatible avec les buts des Nations Unies. Elle a aussi rappelé que tous les peuples aspirent à un ordre international fondé sur les principes consacrés dans la Charte et, notamment, sur la nécessité de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous et d'en encourager le respect, ainsi que celui des principes relatifs à l'égalité des droits et à l'autodétermination des peuples, mais aussi de promouvoir la paix, la démocratie, la justice, l'égalité, la primauté du droit, le pluralisme, le développement, l'instauration de meilleures conditions de vie et la solidarité.

Mais les puissants n'ont que faire de ces revendications dès lors qu'elles dérangent leurs propres intérêts et la représentation qu'ils se sont construits du monde auquel ils aspirent et préfèrent assouplir la portée des dites obligations, notamment par le biais de l'intervention dite humanitaire. Ainsi, nous assistons, depuis quelques temps, à la déstructuration du droit international « classique » et « dur » fondé sur la Charte, qui est l'objet d'une neutralisation de la part des Etats-Unis et de leurs alliés (Japon, Etats européens) particulièrement en ce qui concerne la coopération internationale, le règlement pacifique des différends, la paix et la sécurité internationales ou si l'on veut, le droit à la paix.

En déstructurant ce droit politique, est légitimé le déchaînement de la violence des plus puissants : ils partent, au nom d'une nouvelle civilisation, comme jadis l'invasion européenne des terres américaines, ou des terres de l'empire ottoman en une croisade qui cache mal les politiques et les visées de soumission des peuples et d'appropriation des ressources communes. Et paradoxalement, l'ONU qui devrait être l'élément de contention et de régulation juridique de la violence, est instrumentalisé et du coup participe à la conquête du monde. Désordre mondial, anarchie, déchaînement de la violence des puissants, crise de légitimité, crise de légalité, crise de gouvernabilité mondiale, crise institutionnelle, crise démocratique, voici les principales caractéristiques de la société internationale. Le Conseil de sécurité n'a plus pour objectif de maintenir la paix et la sécurité internationales, mais préfère punir les Etats qui s'écartent de l'ordre libéral mondial. Il devient, ainsi, l'organe d'interprétation arbitraire au service des grandes puissances. Le pouvoir discrétionnaire qui lui a été attribué par la Charte des Nations Unies est devenu un pouvoir mis au service des seuls intérêts des plus forts, légitimant leurs stratégies de domination et couvrant des violations graves des règles internationales. Contre les aspirations des peuples, la porte pour de nouvelles relations internationales basées sur la loi du plus fort est enfin grande ouverte...

Le monde entre dans l'oeil du cyclone qui pourrait se transformer en guerre.

Mireille Fanon Mendes France

Fondation Frantz Fanon

Membre du Conseil scientifique d'ATTAC

22 mars 2011

[\(le texte intégral est à lire ici\).](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19